



Déclaration liminaire au CSAL du 29 septembre 2023

Monsieur le Président,

Le 12 septembre 2023 s'est enfin engagée une négociation avec la DG sur le régime indemnitaire. Reconnaître l'engagement des agents de la DGFIP est une urgence qui passe par une revalorisation pérenne de la rémunération pour toutes et tous.

La dégradation majeure du pouvoir d'achat des agents de la DGFIP, conséquence d'une inflation exponentielle, pèse de façon incontestable sur leur quotidien et les revalorisations « peau de chagrin » ne sont pas à la hauteur de leurs attentes et de leur besoin.

Les agents souhaitent une réponse à la hauteur de leur engagement.

Pour Solidaires Finances Publiques cette réponse ne peut pas être une rémunération au mérite, ni des mesurette à court terme pour soutenir le pouvoir d'achat.

Partout, nous ne pouvons que faire le constat de la pénurie catastrophique d'emplois pérennes ainsi que de la dégradation manifeste des conditions de travail due en partie par une évolution non choisie du réseau (NRP) et des missions (ex : la mise en place de GMBI associée à la campagne de déclaration des revenus. On connaît aujourd'hui ses conséquences désastreuses et les nombreuses difficultés que cette obligation a généré)

La conscience professionnelle, l'implication des agents ainsi que leur sens du service public tiennent mais jusqu'à quand ?

Après GMBI, les agents, en pleine campagne d'avis de Taxe foncière, font maintenant face à un tsunami de réception et d'appels téléphoniques dus à une relance à tort des enfants rattachés et de contribuables ayant rempli leurs obligations fiscales.

Au niveau local, alors qu'on nous parle d'écologie et que la covid repart de plus belle nous recevons de plus en plus d'appel de collègues de différents services à qui l'on supprime un voir deux jours de télétravail.

S'agit-il d'une anticipation de la mise en place de la semaine de 4 jours ? Ou autre chose ?

La présentation des résultats de l'Observatoire interne 2023 met en avant le manque de motivation, le manque de valorisation et de reconnaissance du travail réalisé et enfin le stress oui toujours lui ! qui augmente...

En 2022, c'était le même constat ! Des plans d'action et quel constat ? On réitère, on prolonge ces mêmes plans d'action... Parce qu'ils ont fonctionné ou pas?!

Les agents perdent le sens du travail par une charge de plus en plus conséquente, des urgences perpétuelles à prioriser mais non prioritaires, des applications informatiques défaillantes, une perte de savoir, etc...

Le recrutement de contractuels semble être la réponse à toutes ces problématiques et pourtant, ce n'est qu'un pansement, souvent défectueux.

La DGFIP doit prendre les décisions adéquates sans recourir à l'emploi précaire qu'est le statut de contractuel. Solidaires Finances Publiques dénonce cette pratique.

Il y a 3 ans, la Loi de Transformation de la Fonction Publique imposait une profonde réforme du dialogue social. Le 9 février 2023, enfin, le règlement intérieur type des

Comités Sociaux d'Administration dans la Fonction Publique d'État a été adopté. Il a été décliné au niveau ministériel mais ne l'est à ce jour pas encore au niveau réseau et encore moins au niveau local. Cela fait 8 mois que les représentants du personnel ont été élus. Ce CSAL est convoqué ce jour, une nouvelle fois, sans que le point du règlement intérieur soit à l'ordre du jour. Solidaires Finances Publiques 76 dénonce cette situation, preuve manifeste de la dégradation du dialogue social au sein de notre administration.

Il y a urgence ! C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques appellera tous les collègues à être en grève le 13 octobre prochain.

Nous demandons que cette liminaire soit annexée au PV. Merci